



Quelles sont les conséquences de l'abandon de la construction du gazoduc South Stream ?

Par [Valentin Vasilescu](#)

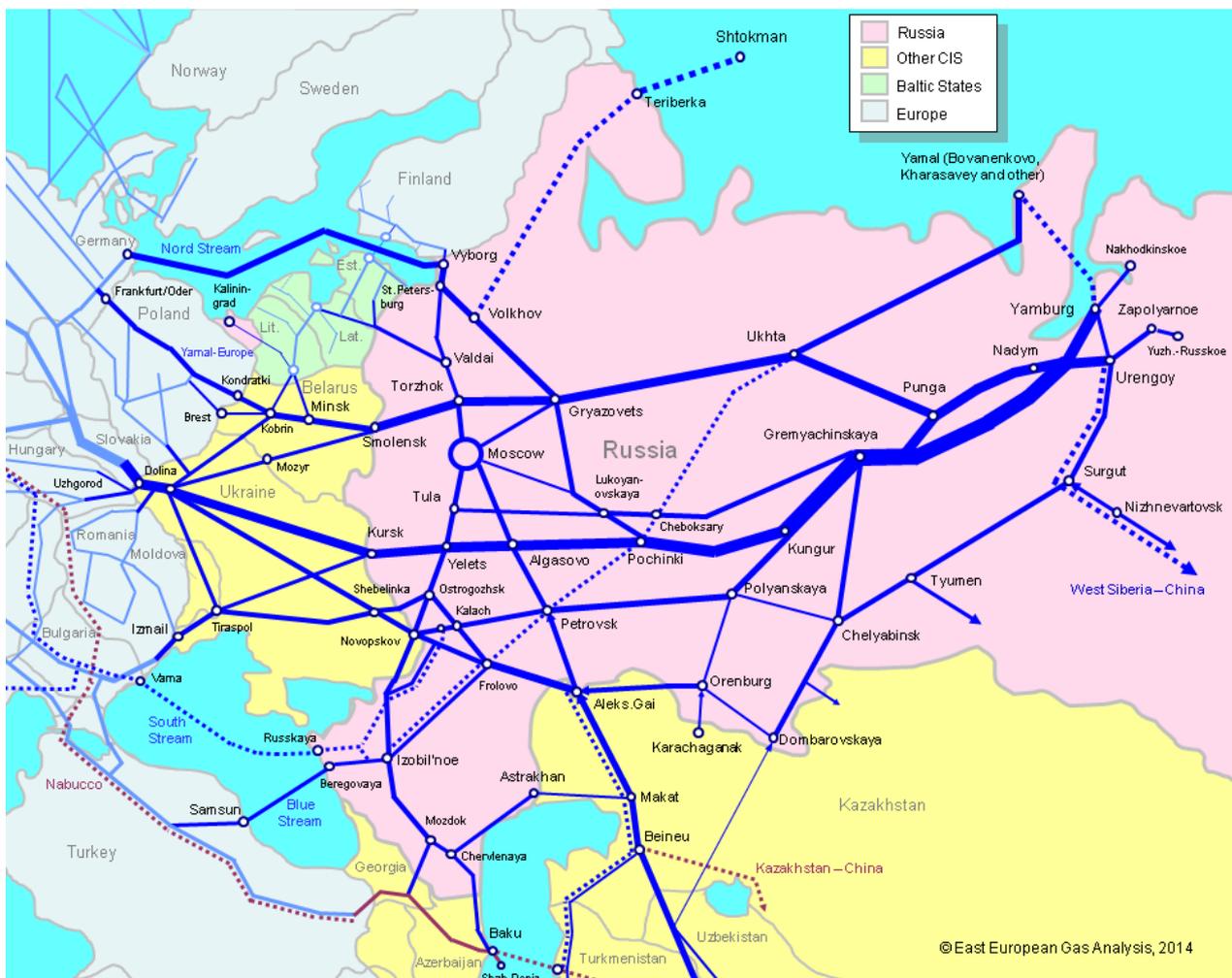
Mondialisation.ca, 15 décembre 2014

reseauinternational.net

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Le 3 décembre 2014, le Président Vladimir [Poutine](#) a annoncé que la Russie était contrainte d'abandonner la [construction](#) du [gazoduc](#) South Stream qui devait approvisionner les Balkans et l'Europe centrale. La décision a été une conséquence de l'obstruction continue de l'[Union européenne](#), Bruxelles forçant la Bulgarie à refuser d'autoriser le transit du [gazoduc](#) South Stream sur son territoire. Le rôle de l'Ukraine comme pays de transit a été réduit à zéro, la Russie ne livrant à l'Ukraine par pipeline que la quantité nécessaire à sa consommation intérieure. [Gazprom](#) permet à l'UE d'approvisionner l'Europe en gaz sur seulement deux pipelines du vaste réseau européen Droujba : North Stream et Blue Stream.



Le gazoduc North Stream transporte le gaz de la Russie à l'Allemagne sous la mer Baltique,

en contournant la Pologne et les pays baltes. Sa construction a coûté 7,5 milliards de dollars et il a été mis en service en novembre 2011.



Le Blue Stream, long de 1,213 km, passe sous la Mer Noire et approvisionne la Turquie depuis 2003. Les États de l'Europe centrale et de l'Europe du sud-est, situés sur l'orientation stratégique du gazoduc ukrainien dans le cadre du gazoduc Fraternité (qui fermera) achèteront le gaz russe à la frontière de l'Union européenne, c'est-à-dire en Turquie, un pays qui n'est pas un membre de l'UE. La Slovaquie, la République tchèque, l'Autriche, la Hongrie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie, la Macédoine, la Croatie, la Slovénie, l'Italie, la Moldavie, la Roumanie et la Bulgarie sont dans cette situation.

Il est intéressant de noter que, au début de 2009, le Président Vladimir Poutine a proposé de permettre la construction du gazoduc de South Stream au président roumain Traian Basescu sur le territoire de la Roumanie, c'est-à-dire l'itinéraire le plus court de la mer Noire vers la Hongrie.



Dans le même temps, Poutine avait lancé une proposition: « J’ai une autre offre pour la Roumanie, une offre qu’il est difficile de refuser. S’il vous plaît transmettez-la au président Basescu. Nous sommes prêts à vendre directement à Romgaz tout le gaz russe nécessaire pour couvrir les besoins de l’Ukraine pendant un an, qu’il pourra ensuite revendre à l’Ukraine. C’est une bonne offre, non ? »

En raison du refus de ces propositions par le Président Traian Basescu, l’Europe centrale et l’Europe de l’est en supportent les conséquences aujourd’hui. Jusqu’à présent, la Roumanie recevait le gaz russe d’un pipeline qui traverse le sud-est de l’Ukraine, à la jonction de Isaccea, dans le comté de Tulcea. Et la République de Moldavie, dépendante à 100 % du gaz russe, était alimentée par le biais du gazoduc ukrainien grâce à un raccord en Transnistrie. Désormais, elle recevra son gaz à partir de la Turquie et de la Bulgarie, et aura besoin d’un raccordement avec la Roumanie, qui, à son tour, recevra du gaz russe via la Bulgarie.

Dans ce contexte, les citoyens moldaves ont compliqué la situation avec le vote du 30 novembre 2014 pour l’élection au [Parlement](#) de Chisinau. Le paradoxe réside dans le fait que leur vote a permis aux trois partis pro-européens (contre la Russie) qui sont au pouvoir (PDLM, DPM, PL) de former la nouvelle majorité parlementaire qui ne laisse aucune chance pour l’approvisionnement de la Moldavie en gaz russe.

La société Eustream, l’opérateur des gazoducs de la Slovaquie, a déclaré qu’elle allait construire un gazoduc à partir de la Slovaquie jusqu’à la frontière bulgare-turque pour pouvoir satisfaire ses besoins en gaz russe, ainsi qu’en a décidé Bruxelles. Dans les termes les plus optimistes, cela signifie une dépense supplémentaire de 750 millions d’euros, la moitié du réseau, en tenant compte des lignes déjà existantes. Le reste sera construit par la Roumanie et la Bulgarie. Les travaux de construction vont prendre au moins trois ans.

La Russie orthodoxe a encouragé, dans les mouvements politiques du XIXe siècle, la libération des peuples orthodoxes des Balkans sous domination ottomane. La guerre russo-turque (1877-1878) a permis l’[indépendance](#) de la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca